

La CSI et la CES ne sont plus une confédération de syndicats,

Elles agissent maintenant comme une ONG.

J'ai réfléchi au titre de ce texte et je crois que c'est la meilleure manière de résumer les conclusions auxquelles je suis parvenu après avoir lu et analysé les dernières publications de la CSI (Confédération Syndicale Internationale) et de la CES.

Seulement quelques données pour entamer la réflexion:

1) La CSI et la CES acceptent la primauté de la bourgeoisie dans la lutte idéologique, et c'est pour ça que la CSI et la CES s'installent dans le capitalisme et renient la lutte des classes.

2) La CSI et la CES fonctionnent comme une ONG, c'est à dire qu'elles se financent fondamentalement à partir de dons, et non par les cotisations de leurs adhérents.

3) La CSI et la CES sont des structures endogamiques qui se reproduisent comme le fait l'Eglise catholique, c'est à dire que ce sont ses dirigeants qui nomment leurs successeurs, SANS AUCUNE PARTICIPACIÓN DE LA BASE, je me réfère aux affiliés syndicaux (dont 99 % ignorent ce que font ou décident leurs nuisibles et faux dirigeants).

Ces 3 caractéristiques mentionnées et irréfutables sont les éléments centraux de la réalité de la CSI qui a démarré en 1949 (elle s'appelait à l'époque CIOSL, mais elle agissait de la même façon), en se séparant de la FSM (Fédération syndicale Mondiale) car elle n'acceptait pas les positions anticolonialistes et anti-impérialistes de la première et unique Fédération Mondiale de Syndicats de classe.

La CSI et la CES n'ont, ni ne veulent avoir, la capacité pour changer la société. Elles s'adaptent à la réalité du capitalisme, en renonçant à batailler pour une alternative à l'exploitation réelle de l'homme par l'homme qu'a si bien définie Karl Marx. C'est à dire que la CSI et la CES font semblant de faire des promesses pour changer la pauvreté et les injustices mais sans en combattre la cause, le capitalisme. Toute personne sensée sait que sans combattre les causes jamais ne disparaîtront les effets.

Les dernières propositions, "engagements pour une globalisation juste", ont été faites (en Allemagne, le 17 mai dernier) par la direction de la CSI en s'inventant un L20, comme alternative à la réunion, en juillet prochain, du G20. Une invention bien marquetée (ça ils connaissent à la CSI, et pour cela ils paient d'énormes salaires à de bons professionnels pro-capitalistes). Ce sont de jolis mots qui sonnent bien mais qui servent seulement à tromper la classe ouvrière peu formée idéologiquement.

Sharan Burrow, Secrétaire Général de la CSI, a affirmé, au cours de la réunion en question: "les inégalités et l'insécurité caractérisent le modèle actuel de globalisation ratée". Comme Burrow est une personne intelligente, de même que le sont les ennemis de classe des salariés, il n'est pas acceptable que soit taxé d'"échec" le système économique qui tout au contraire a rempli ce que souhaitait ceux qui ont suscité les décisions mondiales. Ceci démontre le fait que les multinationales gagnent chaque jour plus d'argent, se

fusionnent et se transforment peu à peu en oligopoles. La richesse est de plus en plus répartie inégalement, générant des souffrances pour la population mondiale.

En suivant les orientations de la CSI à laquelle elle appartient et obéit, la CES vient d'effectuer à Rome (du 29 au 31 mai) le bilan de ses deux dernières années. Ils ont célébré (car ils en sont contents) les 60 ans du Traité de Rome, celui qui a donné naissance à l'UE qui a détruit les droits des travailleurs, et a conclu que les conditions dans le monde du travail sont positives "car on peut prévoir des changements progressifs au cours de 10 prochaines années".

D'autre part, et comme remerciement des dirigeants capitalistes à cette tâche essentielle de la CSI+CES, de négation de l'existence de la lutte des classes, les dirigeants des multinationales (qui sont ceux qui décident dans l'UE, le G20, l'OTAN, dans les clubs comme celui de Davos, et dans toutes les grandes plateformes du capitalisme) assurent le fonctionnement de la CSI+CES avec des subventions très variées (pour rendre difficile qu'elles soient comptabilisées et connues) qu'elles canalisent via des organismes très divers. Ainsi la CSI et la CES parviennent à survivre bien qu'elles soient (comme le reconnaissent leurs propres documents) en pleine banqueroute de militants et de base d'affiliés. Un exemple clair de cela est ce qui se passe en Italie, où les bases du vieux syndicat CGIL s'incorporent massivement à la nouvelle USB (syndicat de classe affilié à la FSM), abandonnant les positions interclassistes pour passer aux positions de lutte de classes.

En réalité, ce qui intéresse les dirigeants capitalistes, qui sont ceux qui gouvernent les plateformes comme l'OIT, c'est de transformer progressivement les syndicats en ONGs. C'est précisément pourquoi lors des Réunions plénières de l'OIT, ils traitent les confédérations syndicales comme des ONGs, en essayant de faire disparaître (ou, pour le moment, cacher) ce qui ne disparaîtra jamais, la lutte des classes.

Enfin, comme il arrive dans toute organisation sclérosée, la CSI et la CES s'auto reproduisent de manière endogamique car elles sont incapables de faire participer leurs affiliés. Ils la craignent même, cette base affiliative, de peur qu'elle ne découvre la pourriture des instances dirigeantes, et les font seulement participer en leur payant des voyages (presque touristiques) pour assister à certaines réunions et pour faire semblant de manifester (sandwich, hôtel et diner assurés). Mais ces affiliés ne participent ni aux changements des dirigeants de la CSI+CES, ni ne sont informés, ni ne connaissent ce que décident leurs dirigeants, et quand ils le savent, ils se fâchent en découvrant qu'ils ont été trahis. La plus claire et grave démonstration de cela sont les accords et Pactes Sociaux que signent les dirigeants des syndicats affiliés à la CSI+CES. Accords avec la patronale, et Pactes avec les gouvernements pro capitalistes, qui ont permis à la patronale de payer des salaires différents à travail égal, de rendre plus difficiles les conditions du congé de maladie, d'augmenter les heures supplémentaires et la précarité du travail; et aux gouvernements de refuser le droit de toucher une indemnisation du chômage suffisante, de retarder l'âge de la retraite et de diminuer le montant des pensions ainsi que les soins médicaux gratuits, etc..., etc...

Evidemment comme ONG, qui est son mode de fonctionnement réel à présent, la CSI+CES pourra continuer à exister, mais il y aura de plus en plus de travailleurs qui les dénonceront comme un instrument de la patronale, un instrument, comme tout le syndicalisme jaune, qui essaie d'affaiblir la capacité de lutte de la classe ouvrière.

L'histoire de l'Humanité démontre que rien n'est capable de freiner les processus révolutionnaires de lutte contre les injustices, de lutte et de construction de sociétés nouvelles qui éliminent la pourriture d'étapes antérieures. C'est pour ça que, bien que les multinationales continuent à investir des millions dans la CSI+CES, pour qu'elles les aident à freiner la fin du capitalisme, le socialisme continuera à progresser, jour après jour, année après année, dans tous les pays de la Planète.

Quim Boix

Secrétaire Général de l'UIS (Union Internationale de Syndicats) de Pensionnés et Retraités (P&R) de la FSM

Responsable de la FSM pour l'Etat Espagnol (sauf au Pays basque)